



Séance du 28 mai 2021 à 15h

Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul

Sous la coordination d'André Ronde, 5^{ème} section

en présence d'un auditoire limité sur inscription, accessible en visioconférence
et sous réserve des nouvelles dispositions sanitaires en vigueur

« *La Méditerranée orientale : une nouvelle zone de conflits potentiels* »

PROGRAMME

Ouverture

Marc Aicardi de Saint-Paul, Président – ASOM

Lecture du procès-verbal de la séance du 27 mai

Pierre Gény, Secrétaire perpétuel – ASOM

Communications

Yves Gazzo, 3^{ème} section – ASOM

« *Chypre et les rivalités gréco-turques en Méditerranée* »

Christian Lochon, Membre libre – ASOM

et le Général Le Mesre de Pas, ancien Attaché de Défense à Damas

« *Quel avenir pour le Liban et la Syrie : décomposition ou recomposition* »

Jean-Marc de la Sablière, 3^{ème} section – ASOM

« *Les grandes puissances et le conflit israélo-palestinien* »

Stéphane Valter, 5^{ème} section – ASOM

et Michel Bozdemir, Professeur à l'Inalco

« *Armées turques et égyptiennes : étude comparative et conflit potentiel* »

Questions et débats



RÉSUMES DES COMMUNICATIONS

Yves Gazzo, 3^{ème} section – ASOM

« *Chypre et les rivalités gréco-turques en Méditerranée* »

Chypre est de par sa superficie (9251 km²) l'une des trois plus grandes îles en mer Méditerranée, juste devant l'île de beauté. Berceau de très anciennes civilisations, lieu de naissance d'Aphrodite selon la mythologie grecque, très tôt christianisée, elle se trouve au croisement des civilisations occidentales et orientales.

Peuplée de grecs à l'origine une composante turque et de religion musulmane apparut avec la prise de l'île par les ottomans en 1571 ; l'indépendance de l'île acquise et consignée dans la constitution de 1960 fut le produit de négociations complexes entre les pays "garants", la grande Bretagne dernière puissance coloniale qui a gardé deux bases militaires sur l'île, la Grèce et la Turquie ; elle portait en elle les affrontements à venir entre les 800.000 Chypriotes grecs partisans de l'ENOSIS (fusion avec la Grèce) et les 150.000 citoyens musulmans partisans de TAKSIM (partition de l'île entre les deux communautés. Coup d'État de juillet 1974, suivi en réaction par l'invasion et le contrôle de 36 % de l'île par la Turquie, vont dangereusement sceller *de facto* une séparation entre la république de Chypre (État membre de l'UE depuis 2004) et l'autoproclamée RTCN (République Turque de Chypre Nord) et ce malgré les tentatives des Nations unies (plan Annan de 2003) de l'UE ou encore des négociateurs des deux parties de l'île pour tenter de réunifier l'île mais en vain. La crise financière de 2010 suivie de la présence de très importants gisements de gaz *off-shore* ont contribué à ramener des acteurs régionaux (Égypte, Israël, Liban, etc.) ou non (Russie, États-Unis, Pays européens, etc.) dans la partie ; ces intérêts dépassent le cadre des relations gréco-turques passablement tendues et ne contribuent pas à une solution durable et rassurante pour les populations de l'île, otages malgré elles des appétits géostratégiques, voire de « reconquête » des acteurs les plus agressifs.



Christian Lochon, Membre libre – ASOM
et le **Général Le Mesre de Pas**, ancien Attaché de Défense à Damas
« *Quel avenir pour le Liban et la Syrie : décomposition ou recomposition* »

Le Liban :

Le Liban a vu se développer une société civile à base religieuse qui a pu retarder l'émergence d'un printemps arabe jusqu'en 2019. Le système confessionnel et clientéliste est alors rejeté par la jeunesse exigeant une gouvernance différente conservant la tolérance religieuse et réactivant l'économie. Un gouvernement sans affiliation partisane est la seule option actuelle. Il faudra que de nouvelles élections permettent à des citoyens de la société civile d'être élus et que les anciens chefs de clans soient neutralisés.

Ce ne sera pas facile d'autant plus que les nouveaux responsables devront faire voter un code civil amendé. En fait, l'État est civil d'après la Constitution mais confessionnel dans la pratique. La population n'est pas prête pour un changement radical. Les mentalités ne pourront être changées que par l'éducation laïcisée.

Néanmoins, l'action d'associations citoyennes libanaises, rassemblant des membres de communautés différentes, qui ont déjà œuvré pour l'établissement d'une société consensuelle ainsi que la réactivité de la population libanaise dans son ensemble venue au secours des quartiers du port détruits le 4 août 2020, sont des marqueurs évidents pour la recomposition du Liban et qui font espérer pour son avenir.

La Syrie :

Introduction

La guerre déchire la Syrie depuis dix années. Dix ans que les images et les sons du conflit nous parviennent avec une intensité variable certes et réduite à présent que la COVID 19 écrase les autres préoccupations dans l'actualité. Pour autant, affrontements et incidents quotidiens se poursuivent et la guerre n'est pas terminée.

Alors vers quoi va la Syrie ? Une décomposition ou une recomposition ?

Tandis que le Régime qui l'a engendrée s'accroche à sa survie, un état des lieux conduira au constat que la Syrie n'a plus d'État que le nom, prisonnière qu'elle est de forces internationales et intérieures qui lui ôtent un réel pouvoir d'indépendance.

État des lieux

En 2011, la répression sanglante de manifestations d'origine sociale dans le contexte général des printemps arabes a plongé le pays dans une guerre civile meurtrière, exacerbée par les influences et les interventions étrangères et par l'apparition de l'État Islamique sur le terrain. C'est à présent un pays en ruines, au bilan de 400 à 500 000 morts et 12 Millions de déplacés et de réfugiés.



Toutefois, alors que sa chute semblait inéluctable, les interventions russes et iraniennes notamment, ont permis au Régime de survivre jusqu'à aujourd'hui.

À présent la Syrie, en dépit de la reconquête superficielle du pays ces trois dernières années, reste occupé et a perdu son indépendance.

- À l'ouest, la Russie s'est créé un *Hub* d'intervention possible avec la base navale de Tartous, Lattaquié et la base aérienne de Hmeimin,
- L'Iran a enforcé l'axe de résistance chiite centré sur Damas,
- La Turquie, afin de se garder d'une action kurde qui lui serait contraire, se maintient aux frontières du Nord et du Nord-est et sur une bande « humanitaire » de 30 km à l'intérieur des frontières internationales,
- Les États-Unis ont positionné des forces au Sud.

En interne, dans la poche d'Idlib, dernier territoire qui ne se soit pas rangé sous la tutelle de Damas, l'opposition a été regroupée. Divisée, elle est aux abois et cherche à se transformer en partis politiques auprès de ses mentors respectifs kurdes et loyaliste ou djihadiste.

Son devenir

La Syrie d'avant 2011, avec sa population majoritairement rurale lorsque le peuple appelait à un changement profond, n'existe plus.

Socialement, économiquement, politiquement, et même culturellement les obstacles auxquelles fait face ce pays qui fut il y a peu une des pièces maîtresses du Proche Orient, paraissent insurmontables.

S'ajoutant aux sanctions imposées par l'Occident, entre autres, à ce pays dictatorial, des menaces pèsent toujours sur lui en raison de ses excès sanglants comme de son comportement dans le conflit.

Cependant des pressions venant essentiellement de pays arabes tendent à faire revenir la Syrie dans le concert international.

Conclusion

Pour ce 10e anniversaire, la Syrie saura-elle renaître de ses cendres ? Bachar El Assad restera-t-il en place ? Tout indique que oui. Mais en géopolitique il ne faut jamais dire jamais.



Jean-Marc de la Sablière, 3^{ème} section – ASOM
« Les grandes puissances et le conflit israélo-palestinien »

Depuis son origine les grandes puissances ont considéré le conflit israélo-palestinien (un temps également israélo-arabe) comme un problème majeur. Mais elles n'ont pas su ou n'ont pas pu le régler : les principes arrêtés par l'ONU avec leur accord pour mettre fin à l'occupation des territoires par Israël après la guerre des six jours sont trop ambigus ; le choix de la négociation progressive grâce aux accords d'Oslo ne s'est pas accompagné de véritables pressions sur les Parties. Dans ces conditions, tous les formats de négociation et notamment le sommet de Camp David en 2000, organisé par les États-Unis, principal facilitateur, ont échoué. Le temps passant, les conditions d'un règlement juste et durable se sont éloignées. Aujourd'hui la situation dans la région est transformée. Les accords d'Oslo sont morts et les grandes puissances sont en retrait. L'absence de règlement de ce conflit soulève bien des questions sur le long terme.



Stéphane Valter, 5^{ème} section – ASOM
et **Michel Bozdémir**, Professeur à l'Inalco

« Armées turques et égyptiennes : étude comparative et conflit potentiel »

Michel Bozdémir

Professeur émérite de langue et de civilisation turques contemporaines à l'INALCO (Paris).

Il est le fondateur de la revue *Les Annales de l'Autre Islam*, un lieu d'échange éditorial centré sur les enjeux du monde musulman contemporain. Parmi ses ouvrages : *Politiques linguistiques en Méditerranée*, en codirection avec Louis-Jean Calvet, Honoré Champion, Paris, 2010 ; et *Turquie entre Islam et Europe*, Ellipses, Paris, 2007. En outre, il est l'auteur d'une cinquantaine d'articles sur la langue, la société et la politique de la Turquie contemporaine.

Stéphane Valter

Professeur en langue et civilisation arabes à l'Université de Lyon 2.

Titulaire de l'agrégation d'arabe et d'un doctorat en science politique de l'Institut d'Études Politiques de Paris (La construction nationale syrienne : légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique). Il obtint une délégation du CNRS (2016-7) auprès du CEDEJ (Le Caire). Son dernier ouvrage (collectif), en codirection avec Clément STEUER, est : *Le général et le politique. Le rôle des armées en Turquie et en Égypte*, Paris, L'Harmattan, 2021, 264 pages.

Michel Bozdémir abordera les rapports, ô combien complexes, de l'armée et de la politique en Turquie. Après un bref rappel de la permanence de l'institution militaire dans la vie des Turcs, il insistera notamment sur la « métamorphose » de l'armée à l'époque contemporaine, sous la pression de la montée en puissance de nouvelles forces politiques, grâce à l'avènement de la démocratie au lendemain de la 2^e guerre mondiale.

À partir du livre *Le général et le politique. Le rôle des armées en Turquie et en Égypte*, il traitera des similitudes des deux pays : poids démographique, situation géopolitique, autoritarisme, militarisation, etc. Tant en Turquie qu'en Égypte, l'institution militaire est « un État dans l'État » et, depuis des décennies, l'acteur central d'une vie politique marquée par plusieurs coups d'État, avec comme point commun, la lutte contre le terrorisme (islamiste en Égypte, islamiste et kurde en Turquie). En ce qui concerne la Turquie, les capacités de production militaire sont importantes, et c'est un parti politique islamo-nationaliste qui a mis l'armée au pas.

Stéphane Valter rappellera que l'armée égyptienne occupe une place importante dans les institutions de ce pays depuis la fondation de la République en 1952. Néanmoins, à partir des années 1970, elle ne s'impliquait plus directement dans le champ politique et préférait investir le terrain économique. La révolution de 2011 l'a brusquement



replacée au centre de l'arène politique, où elle a cherché à intervenir pour sanctuariser une partie de ses intérêts.

Le régime du président Sîsî, pour sa part, se caractérise par une volonté de redresser le pays, en renforçant la bureaucratie (à des fins sécuritaires) tout en libéralisant l'économie. Quant aux classes exploitées, elles n'ont jamais pu entrer de plain-pied dans le champ politique, ce qui a largement défini (dès la période nassérienne) le positionnement interventionniste des forces armées aux côtés des structures de l'État. Mais en opposition à la lutte de Nasser contre l'impérialisme et le féodalisme, le Conseil suprême des forces armées puis le président Sîsî lui-même n'ont pas paru très intéressés par la défense du secteur public. Ce papier vise à dresser un état des lieux dans le domaine militaire, puis à aborder le rôle des forces armées égyptiennes dans les sphères politique et économique, fort imbriquées. La question essentielle est : la mise au pas de la société et la libéralisation économique opéreront-elles une modification radicale des rapports entre forces armées et pouvoir, entre militaires et nation ?